



PRÉFET DES PYRENEES-ATLANTIQUES

Direction départementale
des territoires et de la mer
des Pyrénées-Atlantiques

HABITAT SUD ATLANTIC

2 chemin de l'Abbé Edouard Cestac
64100 BAYONNE

Service Eau

LET221510

Dossier suivi par :

Jean-Claude ANSOLA

Mèl : ddtm-gu-eau@pyrenees-atlantiques.gouv.fr

Tél. : 05.59.01.64.14

Fax : 05.59.01.63.94

Objet : dossier de déclaration instruit au titre des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement :

Projet de lotissement - route d'Arnéguy sur la commune d'UHART-CIZE
Accord sur dossier de déclaration

Réf. : **64-2022-00131**

Pau, le 08 décembre 2022

Monsieur,

Par courrier en date du 06 avril 2022, vous avez déposé un dossier de déclaration au titre de la législation sur l'eau, complété les 30 septembre et 5 décembre 2022, concernant :

Projet de lotissement - route d'Arnéguy sur la commune d'UHART-CIZE

dossier enregistré sous le numéro : 64-2022-00131

pour lequel un récépissé vous a été délivré en date du 11 avril 2022, j'ai l'honneur de vous informer que je ne compte pas faire opposition à votre déclaration.

Le présent courrier ne vous dispense en aucun cas de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations

Copies du récépissé et de ce courrier sont également adressées à la mairie de la (ou des) commune(s) :

- UHART-CIZE

pour affichage pendant une durée minimale d'un mois pour information. Ces deux documents seront mis à la disposition du public sur le site internet de la préfecture des PYRENEES-ATLANTIQUES durant une période d'au moins six mois.

Cette décision est susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement, par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de cette décision, et par le déclarant dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée. Cette décision peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage en mairie, ce délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le Directeur départemental des
territoires et de la mer,
Le responsable de l'unité police de l'eau
Pays Basque



Arnaud BIDART

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à l'instruction de votre dossier par les agents chargés de la police de l'eau en application du code de l'environnement. Conformément à la loi « informatique et liberté » du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification des informations qui vous concernent. Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier au guichet unique de police de l'eau où vous avez déposé votre dossier.